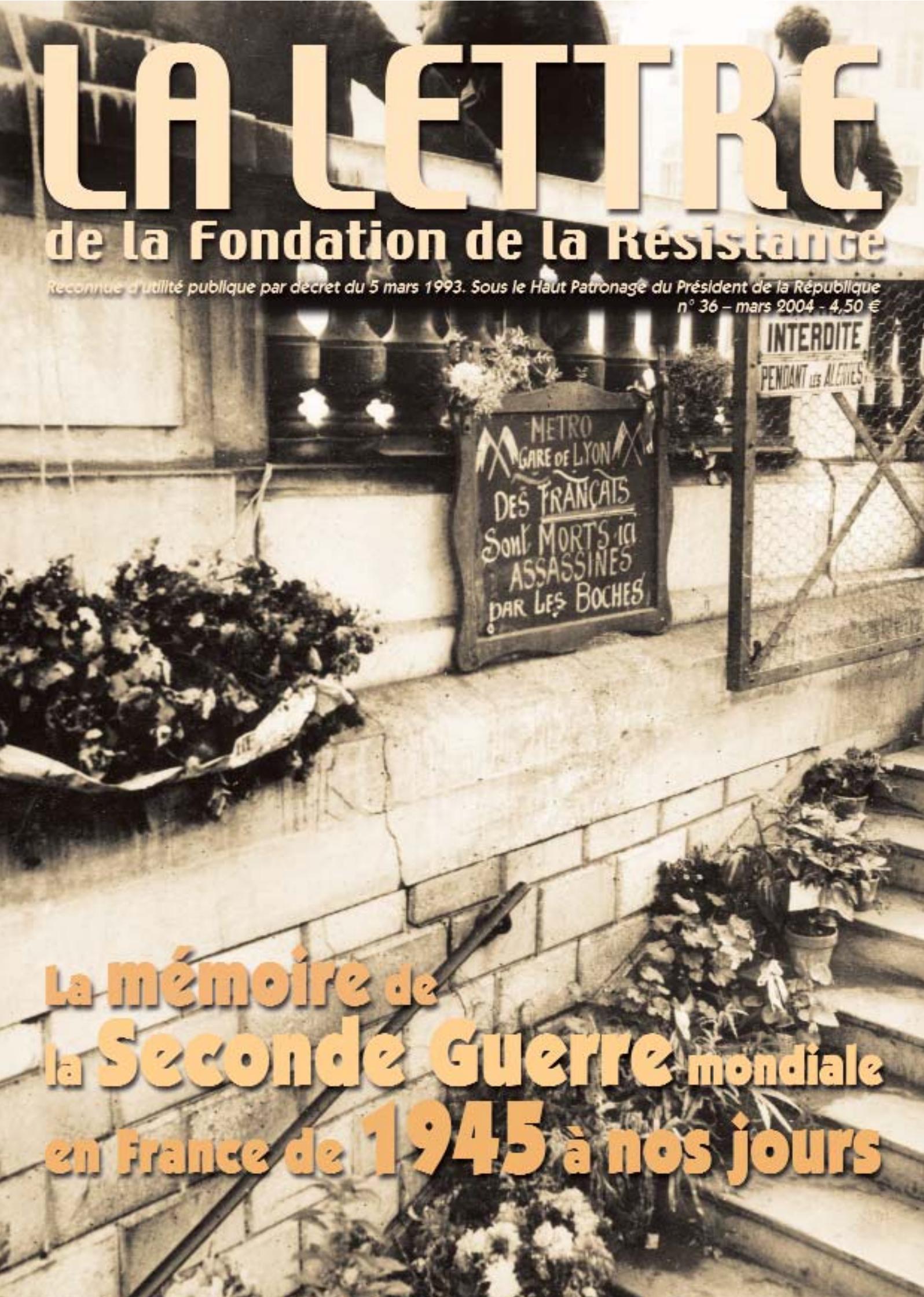


# LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République  
n° 36 - mars 2004 - 4,50 €



La mémoire de  
la Seconde Guerre mondiale  
en France de 1945 à nos jours

# CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION 2002-2003

Le jury du concours national de la Résistance et de la Déportation a désigné les lauréats suivants pour l'année scolaire 2002-2003.

Les établissements sont classés par ordre alphabétique de l'académie.

Ces lauréats avaient eu à réfléchir sur le thème suivant : « Les jeunes dans la Résistance ».

## Le Palmarès national

**Première catégorie. Classes de tous les lycées. Devoirs individuels :**

**Prix :**

- Alexis Guilmart, lycée agricole de la Thiérache, Fontaine les Vervins (Aisne) ;
- Karim Atmani, lycée Louis le Grand, Paris ;
- Jean-Baptiste Casaux, lycée Hoche, Versailles (Yvelines) ;
- Philippe Jaumet, lycée français de Zürich (Suisse).

**Mentions :**

- Anne-Emmanuelle Thomas, lycée militaire d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) ;
- Claire Colardellets, lycée mixte Simone Weil, Saint Priest en Jarez (Loire) ;
- Anaïs Laborde, lycée Philippe Lamour, Nîmes (Gard) ;
- Camille Baissus, lycée Rochambeau, Bethesda (États Unis).

**Deuxième catégorie. Classes de tous les lycées. Travaux collectifs :**

**Prix :**

- Lycée professionnel Guynemer, Oloron Sainte Marie (Pyrénées-Atlantiques) ;
- Lycée Guillaume Fichet, Bonneville (Haute-Savoie) ;
- Lycée d'enseignement général Alain Fournier, Bourges (Cher) ;

**Troisième catégorie. Classes de troisième de collèges. Devoirs individuels :**

**Prix :**

- Antoine Paris, collège Jules Grévy, Mont sous Vaudrey (Jura) ;
- Maëlle Goigoux, collège Jean Rostand, Martres de Veyre (Puy-de-Dôme) ;
- Caroline Bach, collège Chaumeton, L'Union (Haute-Garonne) ;
- Sophie Soubiran, collège Alphonse Daudet, Draveil (Essonne).

**Mentions :**

- Léa Barreil, collège Les Fontanilles, Castelnaudary (Aude) ;
- Pauline Guena, lycée Henri IV, Paris ;
- Anne Rhodes, collège maréchal Foch, Arreau (Hautes-Pyrénées) ;
- Paul Fontan, collège d'enseignement secondaire Louis Pasteur, La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

**Quatrième catégorie. Classes de troisième de collèges. Travaux collectifs :**

**Prix :**

- Collège Gérôme, Vesoul (Haute-Saône) ;

- Collège Daniel Huet, Hérouville Saint Clair (Calvados) ;
- Collège Florac, Florac (Lozère) ;
- Collège des Cygnes, Longpré les Corps Saints (Somme).

*NDLR : Faute de place les mentions des 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> catégories n'ont pu être portées à la connaissance de nos lecteurs. Ces informations sont en ligne sur notre site Internet ([www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)).*

## Les remises des prix

**Mardi 27 janvier 2004 à midi.**

**Réception offerte par les associations de résistants et de déportés au Cercle militaire de Paris.**

Les lycéens et collégiens accompagnés de leurs professeurs se sont retrouvés au Cercle Militaire avec un certain nombre de dirigeants des Associations d'anciens Résistants ou Déportés. On citera notamment : M<sup>mes</sup> Lucie Aubrac, vice-présidente d'honneur de la Fondation de la Résistance, Jacqueline Fleury, présidente de l'Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR) ; MM Jean-Bernard Badaire, président du Comité d'action de la Résistance (CAR), de l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI) et vice-président de la Fondation de la Résistance ; Jean-



Photo DMPA-Jacques Robert

M. Luc Ferry, ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche et M. Hamlaoui Mékachéra, secrétaire d'État aux anciens combattants remettent leurs prix à M. Antoine Paris et à son professeur.

Jacques de Bresson, président de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française (ANMRF) ; Louis Cortot, compagnon de la Libération ; Robert Créange, secrétaire général de la FNDIRP ; Claude Barthe, président du Jury national du concours de la Résistance et de la Déportation ; François Perrot, président de l'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus (UNADIF). Après que M. Jean Rousseau, président de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance (CNCVR), eut souhaité la bienvenue aux élèves et aux professeurs en rappelant l'importance du travail de mémoire et la nécessité de défendre ce concours initié par la CNCVR, lecture a été faite du palmarès. **En plus d'un certain nombre d'ouvrages et de cassettes vidéos, dont certains ont été offerts par le préfet**

Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance, Raymond Aubrac a offert le prix spécial de la Fondation de la Résistance à quatre lauréats. Ce prix spécial a été créé en 2001 par Lucie et Raymond Aubrac qui ont versé à la Fondation de la Résistance l'intégralité des dommages et intérêts qu'ils avaient perçus à l'issue d'un procès. Chaque année, grâce aux revenus de cette somme, notre Fondation peut récompenser plus particulièrement quelques lauréats nationaux. Les élèves et les professeurs se sont succédés à la tribune pour recevoir leur prix aux applaudissements de l'assistance, avant que tout le monde se retrouve à un déjeuner fraternel dans les somptueux salons du Cercle militaire.

La Fondation de la Résistance tient à remercier particulièrement MM. Yves Leleux, Jean Mahieu-Villars et Albert Sernissi pour l'organisation de cette cérémonie.

**Mardi 27 janvier 2004 après midi.**

**Réception à la Sorbonne.**

À 17 heures, après la visite de la crypte de la Sorbonne, les lauréats et leurs professeurs se sont retrouvés, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, pour assister à la remise officielle des prix en présence de M. Luc Ferry, ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, de M. Hamlaoui Mékachéra, secrétaire d'État aux anciens combattants et de M. Maurice Quenet, recteur de Paris, chancelier des universités. Claude Barthe, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale et président du jury national a donné des indications très utiles sur l'évolution du concours. Il a noté une hausse sensible (14 %) de la participation globale (44012 candidats en 2003 contre 38687 en 2002). Au total 1 573 établissements ont participé au concours soit 418 lycées et lycées professionnels et 1 155 collèges. Cependant, les écarts de participation entre les différentes académies sont grands. Ainsi, C. Barthe précise qu'« il apparaît que quelques grosses académies, très urbanisées, ont un taux de participation modeste voire faible, notamment en Ile-de-France. En revanche des académies moyennes telles que Besançon, Dijon, Poitiers, ainsi que des académies importantes comme Bordeaux, Grenoble, Lille, Nancy, Nantes, Rennes et Toulouse se signalent par une bonne participation ».

Parmi les prix le cédérom *La Résistance en France*, produit par l'AERI, ainsi que le livre *La vie à en mourir. Lettres de Fusillés. 1941-1944* (éd. Tallandier) ont été offerts à tous les lauréats.

Le lendemain, les lauréats ont enchaîné de nombreuses visites culturelles dans Paris. Ils ont ainsi pu découvrir l'exposition « Des attentats contre Hitler » au Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin, parcourir les salles consacrées à la Seconde Guerre mondiale du Musée de l'Armée avant d'être reçu par le général de Boissieu, chancelier de l'Ordre de la Libération et de visiter le musée de cet ordre prestigieux. ●

F.M.

**En couverture :** Entrée de la station de métro gare de Lyon. Les combats de la Libération de Paris achevés, de nombreux hommages de la population à ceux qui sont tombés vont fleurir. (coll. ministère de la Défense - SGA/DMPA - DR)



# LE MOT DU PRÉSIDENT

## SOMMAIRE

### Mémoire et réflexions

- Dossier : La mémoire de la Seconde Guerre mondiale en France de 1945 à nos jours ..... p. 4

### L'activité des associations partenaires

- Mémoire et Espoirs de la Résistance ..... p. 8
- AERI ..... p. 10

### Hommage

- Pierre Bérégovoy en Résistance de « Libération-Nord » à la SFIO ..... p. 12

### Livres

- Vient de paraître ..... p. 14
- À lire ..... p. 15

### Résultats de l'enquête de lectorat

- Comment est perçue *La Lettre de la Fondation de la Résistance* ? Résultats de l'enquête menée en juin (2<sup>e</sup> partie) ..... p. 16

Dans quelques semaines débiteront les commémorations du soixantième anniversaire des débarquements et de la Libération de la France. La part de la Résistance dans ces derniers moments de la « bataille de la France » a été extrêmement importante, on a souvent tendance à l'oublier. Soyons donc vigilants lors de ces célébrations et témoignons auprès des jeunes et des journalistes de ce que fut la réalité de la Résistance et de son rôle trop souvent sous-estimé ou méconnu.

Bien entendu, les combats héroïques des maquis du Vercors et des Glières ou les grandes tragédies des villages martyrs que sont Oradour sur Glane ou Tulle ne seront pas oubliés au milieu du très grand nombre de commémorations organisées par les autorités régionales, départementales ou locales. La Fondation de la Résistance, s'associera, en sus de ses activités habituelles, à la plupart des ces cérémonies.

De plus, pour la première fois, notre Fondation ravivera la flamme sur la tombe du soldat inconnu, le 27 mai à 18 heures 30, en vue de commémorer l'anniversaire de la première réunion constitutive du Conseil national de la Résistance.

Venez nombreux nous rejoindre à cette occasion\*, pour ensemble témoigner de la vitalité de notre combat pour la mémoire de cette épopée fondatrice que fut la Résistance et des valeurs qu'elle incarne. Montrons ainsi que la phrase concluant l'Appel du 18 juin du général de Gaulle est toujours d'une extraordinaire actualité « La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».



**Éditeur :** Fondation de la Résistance  
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République  
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris  
Téléphone : 01 47 05 73 69  
Télécopie : 01 53 59 95 85  
Site internet :

[www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)

Courriel :

[fondresistance@club-internet.fr](mailto:fondresistance@club-internet.fr)

**Directeur de la publication :** Jean Mattéoli,  
Président de la Fondation de la Résistance

**Directeur délégué de la publication :**  
François Archambault

**Rédacteur en chef :** Frantz Malassis

**Rédaction :** Victor Convert, Bruno Leroux,  
Frantz Malassis, Cécile Vast.

Maquette, photogravure et impression :

SEPEG International, Paris XV<sup>e</sup>.

Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €.

N°36 : 4,50 €

Commission paritaire n° 4124 D73AC - ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Jean MATTÉOLI

Président de la Fondation de la Résistance

\* le rendez-vous est fixé à 18 heures sous l'Arc de Triomphe. Nous demandons à cette occasion aux présidents d'associations de résistants et de déportés d'être, dans la mesure du possible, accompagnés de leur porte-drapeau.

# La MÉMOIRE de la SECONDE GUERRE MONDIALE en France de 1945 à nos jours

La tenue à l'automne dernier du colloque « Les usages politiques du passé dans la France contemporaine des années 70 à nos jours » est pour nous l'occasion de proposer à nos lecteurs un dossier sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en France. En complément de ce colloque, deux études récentes de Pieter Lagrou et de Pierre Laborie permettent d'enrichir cette réflexion sur le rapport de la société française au temps historique et sur la constitution de la mémoire nationale de la Seconde Guerre mondiale.

## À PROPOS DU COLLOQUE « LES USAGES POLITIQUES DU PASSÉ DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE DES ANNÉES 70 À NOS JOURS »

(UNIVERSITÉ DE PARIS I-SORBONNE DES 25 ET 26 SEPTEMBRE 2003).

Organisé par le Centre d'histoire sociale du <sup>xx</sup>e siècle de l'université Paris I-Sorbonne avec le concours d'une trentaine d'historiens et de sociologues, ce colloque a fait l'objet d'une publication en ligne quasi-intégrale sur le site Internet du CHS (<http://histoire-sociale.univ-paris1.fr>). On y trouvera le texte de la plupart des communications ainsi qu'un résumé des très riches débats auxquels il a donné lieu. C'est donc en insistant plus particulièrement sur ce qu'il nous a appris de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale que l'on voudrait présenter les avancées de cette rencontre. L'objectif fondamental du colloque était d'examiner, à travers les stratégies des différents acteurs sociaux (État central, pouvoirs locaux, partis, syndicats, associations), l'hypothèse d'un changement du rapport de la société française au temps historique durant ces dernières décennies, exposée par François Hartog<sup>(1)</sup> : nous serions à l'ère du « présentisme », marquée par le poids du temps présent dans la conscience des individus au dépens de l'avenir, et qui succéderait à une autre ère – celle de la construction de la République et de l'espérance révolutionnaire – où, depuis la seconde moitié du <sup>xviii</sup>e siècle, notre perception de l'histoire était structurée par des « horizons d'attente » forts. La date de départ de 1970 a été choisie parce qu'elle permettait l'hypothèse d'une mise en relation avec une autre tendance propre aux décennies suivantes<sup>(2)</sup> : la progression des mémoires régionales et identitaires aux dépens de la mémoire nationale.

### L'État et la gestion du passé : une « prudence républicaine »

Durant ces trente ans, le comportement de l'État dans sa politique de mémoire se caractérise par une constante remarquable qu'a dégagée Claire Andrieu, rapportrice des communications sur le sujet : la « prudence républicaine » à l'égard de toute évolution brutale de la mémoire nationale. Les exemples sont particulièrement frappants concernant la guerre d'Algérie (l'officialisation de l'appellation « guerre » d'Algérie date de 1999<sup>(3)</sup>) ou la mémoire de l'esclavage, mais il

en est de même pour la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, la reconnaissance du rôle de la France dans la déportation des juifs (discours de Jacques Chirac en 1995) arrive près de deux décennies après le tournant historiographique correspondant. Seul exemple contraire, la suppression de la commémoration du 8 mai 1945 voulue par Valéry Giscard d'Estaing en 1975 s'est avérée intenable devant les réactions des anciens combattants<sup>(4)</sup>. Ce cas manifeste avec éclat les raisons de ladite « prudence » : dans le domaine de la mémoire, l'État ne peut imposer une décision nouvelle sans négocier avec la société civile.

Le seul exemple de réussite « volontariste » cité – la création de la Journée annuelle de la Femme par Yvette Roudy – ne contredit pas ce constat : si elle n'a pas été remise en question, c'est en raison de la demande de reconnaissance croissante des femmes durant les vingt années suivantes. Du coup, les politiques, jamais enthousiasmés par la célébration du 8 mars, se sont retrouvés d'accord pour la considérer comme le « minimum » à concéder à la demande sociale. Autre symptôme de cette prudence, l'autre initiative mémorielle nationale en faveur des femmes, prise en 1995 : la première femme panthéonisée est Marie Curie, préférée à une figure de Résistante (Bertie Albrecht) parce que plus propice à un consensus.

L'État peut être aussi contraint à la « négociation » par le contexte international. Comme l'a signalé Henry Rousso dans le débat, c'est lui qui explique l'adoption par la France d'une politique de réparation à l'égard des victimes de la Shoah. L'analyse faite par Denis Rolland<sup>(5)</sup> de la place réservée à la Seconde Guerre mondiale sur les sites Internet des ministères des Affaires étrangères de différents pays donne une extension comparatiste à ce constat : la prise en compte des pressions internationales explique que l'Allemagne et la Suisse soient les seuls à aborder de front leur responsabilité propre pendant la période 1939-45.

En fait, durant ces décennies, l'État est rarement l'initiateur d'une politique de mémoire. Le plus souvent, il répond à une demande qui l'oblige à arbitrer entre des mémoires particu-



Quelques Compagnons de la Libération devant l'Arc de Triomphe lors de la célébration du cinquantième anniversaire du 8 mai 1945.

Photo: Franz Malassis

lières ; ainsi, la notion de Juste est le résultat d'un arbitrage<sup>(6)</sup>. L'État veut le consensus au nom de l'unanimité nationale. Mais ce souci d'éviter ce qui divise est poussé parfois jusqu'à un point tel (cf. le choix tout récent d'une date sans réelle signification historique, le 5 décembre, pour commémorer la fin de la guerre d'Algérie) qu'il semble privilégier dans la politique de mémoire la sensibilité plutôt que l'affirmation d'un « sens ».

Certes, dans le domaine de la Seconde Guerre mondiale, cette gestion conservatrice par l'État de la mémoire nationale a préservé un invariant remarquable : la signification du 8 mai 1945, « victoire sur le nazisme considéré comme figure du Mal » (Claire Andrieu). Cependant, elle s'est accompagnée d'une mutation de la mémoire de la déportation : le centre de gravité s'est déplacé progressivement de la déportation résistante vers la déportation juive. Ce fait, comme la place récente prise par la mémoire de l'esclavage (avec la demande de reconnaissance de « crime contre l'humanité »), semble manifester une attention de plus en plus grande portée aux « victimes », principalement (au niveau de l'État), dans les années 90.

Or, si l'usage de la culpabilisation de l'État est une constante des mémoires identitaires particulières, on peut s'interroger sur la mémoire nationale que construit la prise en compte prioritaire de ces revendications. Antoine Prost estime qu'en insistant sur la part négative de l'histoire nationale, le passage de la mémoire combattante à la mémoire des victimes construit une image de la Nation « comme l'entité par laquelle le malheur arrive ». Le fait qu'elle soit assumée par l'État, à une période où lui-même se trouve pourtant remis en question dans

(1) Les notes sont placées p.7

d'autres domaines, montre *a contrario* la difficulté qu'il éprouve à promouvoir des choix positifs, à user du passé non comme d'une contrainte à prendre en compte, mais comme un héritage à choisir - signe de l'effacement relatif d'une vision du futur de la Nation?

### Les pouvoirs locaux et la société civile (partis, syndicats, associations)

Lorsqu'on élargit la réflexion à l'ensemble de la société civile, la première constatation qui frappe concernant les trente dernières années, c'est une explosion du nombre des manifestations locales liées au passé dans la France d'aujourd'hui, repérable à travers les multiples approches de cas du colloque : musées d'histoire, éco-musées, fêtes et spectacles de rues, baptêmes de noms de rue, travaux d'historiens. Aucun de ces phénomènes n'est une totale nouveauté : il y a une tradition, importée d'Angleterre, des « spectacles vivants » du type Puy du Fou, une tradition des « éco-musées » reliée au long héritage folklorique. C'est le changement d'échelle quantitative qui est frappant, surtout à partir des années 80<sup>(7)</sup>.

Cet accroissement est d'abord lié à un changement considérable des conditions de production et de réception locale de « l'Histoire ». La croissance exponentielle des universités a produit des diplômés nombreux et diversifiés, dont beaucoup se sont voués à d'autres métiers que la recherche, et tout un nouveau public prêt à recevoir de la culture. D'autre part, ils côtoient dans ces manifestations locales des représentants d'autres couches sociales (techniciens, couturières, etc.) qui ont acquis durant cette période une culture basée sur la télévision beaucoup plus que sur l'écrit. La grande nouveauté de la période est bien une véritable « démocratisation » de l'appropriation du passé, liée à l'élévation massive du niveau d'instruction.

Christian Bosseno et Patrick Garcia, rapporteurs sur ce sujet, soulignent qu'en région, le dynamisme des manifestations liées à l'histoire locale, contraste avec la tiédeur des cérémo-



Vaulandry (Maine-et-Loire) le 10 juillet 2000. Mme Denise Hamard, née Martin, entourée de ses deux sœurs reçoit des mains du consul d'Israël la médaille des Justes.

nies à caractère national<sup>(8)</sup>, de même que les grands hommes s'effacent relativement devant la mise en scène des vies ordinaires (cf. la patrimonialisation des gestes des métiers). Si la décentralisation politique, survenue au milieu de la période, a amplifié le phénomène, elle n'en est certainement pas la cause, comme le montrent notamment la construction dès la décennie 70 de « contre-cultures régionales » (Bretagne, pays cathare).

Cependant, du côté des pouvoirs locaux, le repli sur le « local » ne signifie que marginalement la mise en avant idéologique de contre-cultures (l'exploitation du passé contre-révolutionnaire par le conseil général de Vendée semble un cas isolé<sup>(9)</sup>). Ils semblent bien plus souvent soucieux d'encourager un usage « pacifié » du passé : construction de mémoriaux de la paix sur les champs de bataille à Verdun et Caen, appui au colloque de Brest sur les identités régionales pour éteindre une polémique concernant le mouvement nationaliste breton<sup>(10)</sup>. Surtout, cette tendance va souvent jusqu'à une « patrimonialisation » du passé, vidé de ses enjeux politiques ou sociaux encore actuels par le soin des services de communication. Ainsi les monographies commandées par

des villes nouvelles (Saint-Quentin-en-Yvelines et

Cergy-Pontoise), la collection *Histoire(s) d'Agglo* lancée à Rouen comme une série de récits non hiérarchisés, les histoires de « grands ensembles » des années 50-60, transformés ainsi en « lieux de mémoire »<sup>(11)</sup>. Phénomène que Jean-Marie Guillon retrouve dans l'évolution de la toponymie provençale<sup>(12)</sup>, où les noms de rue à caractère politique ont cédé le pas à des appellations « neutres » (artistes et écrivains régionaux, noms évoquant la flore et la faune, les travaux agricoles...).

Chez les partis politiques et syndicats, organisations où l'instrumentalisation politique du passé est en quelque sorte légitime, c'est la progression de l'usage de l'Histoire comme substitut progressif à l'action militante qui frappe chez ceux qui traversent une crise d'identité. Le PCF, qui a cru que l'essor de l'histoire locale dans les années 70 constituait un nouveau terrain idéologique à occuper (il a suscité des histoires locales du PCF via des associations constituées autour d'enseignants), a constaté à partir du déclin de la décennie suivante que ces auto-histoires, centrées surtout sur la Révolution et la Résistance, n'avaient aucun effet externe, servant seulement à alimenter les rites commémoratifs d'attachement au parti<sup>(13)</sup>. De son côté, la CGT semble redouter cet usage limité, ne sachant trop quoi faire de l'Institut d'histoire sociale qu'elle a créé en 1982 dans l'espoir de former par l'histoire de nouvelles générations de syndicalistes : la crédibilité progressivement acquise au sein de la communauté historienne par l'IHS, composé d'universitaires et d'anciens militants, apparaît un gain difficilement utilisable au profit des préoccupations actuelles des adhérents du syndicat<sup>(14)</sup>. Chez le PS, enfin, ce rétrécissement de l'usage politique du passé au rang d'instrument de « réassurance identitaire » semble accepté, si l'on en juge par les motions et contributions du congrès de 2003 : l'histoire du parti n'y est jamais objet de débat, mais plutôt convoquée par tous les courants à partir d'un Panthéon commun immuable dont est unanimement exclue la figure-repoussoir de Guy Mollet<sup>(15)</sup>.



Depuis une trentaine d'années, répondant à une forte demande sociale, on assiste à une multiplication de musées de la Résistance et de la Déportation qu'ils soient associatifs, municipaux ou départementaux.

- 1 - Hall d'entrée du Mémorial pour la Paix de Caen (Calvados).
- 2 - Entrée du Musée de la Résistance et de la Déportation en Picardie à Fargniers (Aisne).
- 3 - Vue d'une salle du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation à Lyon (Rhône).
- 4 - Une salle du Musée de la Résistance de Chargé (Indre-et-Loire).
- 5 - Un aspect de la salle « les maquis » du Musée de la Résistance Henri Queuille à Neuvic (Corrèze).

Les **associations**, par leur croissance, l'afflux des retraités, l'utilisation d'habitants au lieu de professionnels, la longueur des mobilisations, manifestent spectaculairement les mutations de la « demande sociale » d'histoire : de nouveaux acteurs, mais aussi l'utilisation de nouveaux artefacts (photographies, objets) à côté des documents écrits. Cependant, dans beaucoup de cas, le résultat aboutit moins à de l'histoire culturelle qu'à se placer dans un « hors temps » : on évacue dans certains musées la contextualisation historique, soit au profit de l'évocation d'un « monde perdu » (cf. les éco-musées), soit au profit d'un « présent éternel ». Le diagnostic sur les associations rejoint ainsi celui fait plus haut pour les pouvoirs locaux. D'ailleurs, l'usage d'objets de la Deuxième guerre mondiale comme purs « symboles » anhistoriques est commun à bien des musées associatifs et à un musée municipal comme le mémorial de Caen<sup>(16)</sup>. On semble donc trouver là le « présentisme » tel

que le définit Hartog, où l'usage du passé se trouve relégué dans le domaine de l'affectivité plus que de la compréhension.

Cependant, les participants du colloque ont fait preuve de prudence au moment de tirer les conclusions de cette multitude d'études de cas. D'abord, sur l'interprétation de l'usage de l'histoire comme « réassurance identitaire ». Pour Hervé Glevarec<sup>(17)</sup>, les pratiques des associations du patrimoine montrent qu'il s'agit bien moins de préserver un monde inchangé (en défendant un patrimoine menacé par la modernité) que de créer des activités nouvelles sur des territoires menacés de désocialisation (diffusion de bulletins, campagnes photographiques, construction de musées). On pourrait tout au plus parler de pratiques tendant à une dépolitisation des enjeux. Cependant, leur effet n'a pas été vraiment étudié, le colloque étant centré plutôt sur la production des discours et des pratiques que sur leur

réception. Dans quelle mesure les électeurs, les militants, le public adhèrent-ils à l'identité que l'État ou l'élu, le parti ou le syndicat, l'association ou le musée leur proposent ? La « dépolitisation », dans le domaine du passé comme dans d'autres, aboutit-elle à un gain effectif pour les « pouvoirs » qui la proposent, et lesquels ? Comment les individus jouent-ils sur la pluralité des identités possibles ? N'y a-t-il pas, au total, plutôt coexistence des « régimes d'historicité » ? Une étude des conditions de la réception du « passé » mettrait sans doute davantage en exergue l'importance de l'évolution technique des médias, dans une période où le rapport au temps et à l'espace s'est déjà profondément modifié avec l'avènement des médias audiovisuels de masse, mais où une nouvelle évolution se profile peut-être avec l'entrée dans l'ère du « numérique ». ●

Bruno Leroux

## 1945-1965 : RELATIVISER LE POIDS DE LA MÉMOIRE COMBATTANTE PAR RAPPORT À LA DÉPORTATION

En examinant la formation de mémoires de l'Occupation pendant la reconstruction (1945-65), au sein de trois pays d'Europe occidentale occupés par Hitler (France, Belgique, Hollande) et à partir de trois groupes sociaux : les anciens résistants, les requis du STO et les déportés, Pieter Lagrou remet fortement en cause la thèse de Pierre Nora : l'idée d'une mémoire nationale centrée sur la glorification de la France résistante.

### Mémoires patriotiques et occupation nazie de Pieter Lagrou<sup>(18)</sup>

Des trois pays, c'est la Hollande qui promeut la mémoire d'une « nation de héros ». Le choc de l'occupation, par sa nouveauté (la Hollande était neutre en 1914-18) et sa spécificité (les plus grandes épreuves – famine, bombardement, inondations – ont lieu après octobre 1944, alors que le Nord du pays est encore occupé), a rejeté au second plan les souffrances particulières aux rapatriés d'Allemagne (déportés, requis) et le poids des résistants d'autant que ceux-ci étaient divisés et n'ont joué qu'un faible rôle dans la Libération. L'État a promu une politique commémorative où le mérite patriotique était collectif et indivisible, en exerçant un contrôle à tous les niveaux : limitation drastique du nombre des décorations, érection de 1500 monuments « normalisés » (le plus souvent anonymes, privilégiant les représentations abstraites), publication d'une histoire officielle de la Hollande pendant la guerre... Cette politique centralisée favorisant la cohésion nationale à tout prix a pu s'appuyer sur la structure très hiérarchisée de la société hollandaise (où les divisions confessionnelles structuraient les partis, syndicats, mutuelles, organismes culturels et sportifs) qui a interdit aux revendications « particularistes » des nouvelles associations issues de la guerre (résistants, déportés) de se faire entendre. Par contraste, on perçoit mieux le point com-

mun aux deux autres pays : la force du mouvement associatif. En France, la focalisation sur les périodes où de Gaulle a mis en place la vision de « la France résistante » (1944-45, puis après 1958 – en fait surtout à partir de la panthéonisation de Jean Moulin) – a conduit à négliger la IV<sup>e</sup> République, période d'affrontements mémoriels qui s'expliquent par la vitalité d'associations porteuses d'une forme de légitimité populaire. En examinant les querelles autour des « statuts » (qui est « résistant » ? qui peut revendiquer l'appellation « déporté » ?), Pieter Lagrou montre deux choses.

D'abord, les raisons de l'assimilation de la mémoire de la Résistance à une « mémoire combattante » durant cette période. Autant qu'aux combats de la libération et à un imaginaire social du maquisard plus prégnant qu'en Belgique et en Hollande, il renvoie au poids symbolique de la Grande Guerre perpétué par les associations d'anciens combattants : la référence suprême du sacrifice patriotique, c'est le poilu des tranchées. Prises dans la nécessité de définir la Résistance à cette aune (la carte du « combattant volontaire de la Résistance »), les associations de résistants se sont surtout investies dans un effort continu pour permettre à leurs adhérents d'entrer dans ce cadre (1954-59 est la période de plus fort accroissement de cartes de CVR).

Par comparaison, les associations de déportés apparaissent comme le milieu de mémoire le plus puissant de la période, parce qu'elles semblent investies d'une légitimité patriotique (les épreuves subies dans l'Allemagne nazie) plus proche du type d'expérience vécue dans un grand nombre de foyers français. À la Libération, l'invitation du GPRF à ne pas distinguer entre tous les « retours d'Allemagne » (déportés quelle que soit la cause, requis du STO et PG), fait du « déporté concentrationnaire » l'expression suprême de la souffrance nationale plutôt qu'une catégorie à part. Cette vision constitue



Affiche datant de 1945 pour le retour des prisonniers, des requis du STO et des déportés. (57 x 38cm).

l'enjeu de mémoire majeur de la période suivante. Le statut des Déportés divise les « déportés résistants », entre ceux s'appuyant sur la Résistance pour revendiquer une spécificité, et ceux (communistes mais aussi socialistes) privilégiant l'inclusion d'autres catégories (Juifs, déportés politiques, voire l'appellation « déportés du travail » pour les requis) au nom d'une communauté de souffrance. Enfin, les clivages de la guerre froide prouvent plutôt la vitalité propre au milieu déporté (cf. l'influence du Réseau du Souvenir non-communiste). Ainsi, le poids de la « mémoire combattante » n'empêche-t-il pas la déportation d'être au cœur de la mémoire nationale avant même la progression de la mémoire de la Shoah. ●

Bruno Leroux

# USAGES ET APPROPRIATIONS DU PASSÉ ET DU FUTUR : L'EFFONDREMENT DE 1940 ET L'IDÉE DE RÉSISTANCE

**D**epuis une vingtaine d'années le regard porté sur la France pendant la Seconde Guerre mondiale se focalise sur Vichy, sur sa participation à la Solution finale, sur ses complicités ou sur les « affaires » des grands chefs résistants. Ce faisant il se détourne quelque peu de l'effondrement de 1940, du poids de l'occupation allemande et de la place de la Résistance.

Parmi d'autres les travaux de Pierre Laborie reviennent sur ces événements et inscrivent leur étude dans une « histoire du très contemporain » qui cherche à comprendre les usages et les formes d'appropriation du passé, de 1940 à nos jours. Dépasser les lectures strictement politiques, éviter les jugements rétrospectifs et les lectures anachroniques et tenter de décrire le « champ de la réception » à travers les attentes, les manières d'être ou les modes de présence au monde au moment où les événements sont vécus, peut aider à restituer leur résonance et leurs multiples interprétations. Ainsi de l'effondrement de 1940 et de l'idée de Résistance étudiés à travers le vécu d'Emmanuel Mounier, d'André Malraux et des Français à la Libération.

## « Esprit en 1940 : usages de la défaite »

Quelle signification donner au choix d'Emmanuel Mounier de faire paraître entre 1940 et 1941 sous Vichy la revue *Esprit*? Faut-il y voir une continuité logique avec les aspirations de l'avant-guerre et les idées des non-conformistes? Pour Pierre Laborie la confrontation des sources écrites entre 1940 et 1941 – correspondance personnelle, textes aux sens cachés publiés en France et dont les mots décodés diraient d'autres choses, articles parus librement sans masques en Suisse – oblige à s'interroger sur la façon dont Mounier et les intellectuels d'*Esprit* lisent la défaite. Elle est reçue dans un « réseau imbriqué d'influences, d'héritages culturels, de fidélités au passé, de perceptions et d'attentes, [qui] a tissé une sorte de "culture de la défaite", caractéristique des troubles de la France moyenne pendant l'été 1940. » (p. 131) Au-delà de la défaite militaire, pensée comme une rupture de l'Histoire, elle parachève pour Mounier un processus de décomposition de la société, elle signifie la fin d'un monde et l'entrée entière dans le futur d'un monde nouveau. Il serait intéressant de comparer cette lecture de la défaite à celle des premiers résistants...

## « Honneur inventé ou invention du futur? Mémoire et appropriation de la Résistance à la Libération »

À l'autre extrémité de la guerre, entre 1944 et 1945, comment comprendre l'identification forte et brève des Français à la Résistance? L'explication par le mythe de la nation en Résistance destiné à retisser l'identité nationale, par la néces-

sité de se déculpabiliser face à ce qu'auraient été les comportements peu nobles des Français sous l'Occupation, ou par l'oubli propre aux mauvaises consciences, a ses limites. Pourquoi les Français ont-ils eu besoin de se « penser résistant »? Pour Pierre Laborie il faut revenir à l'imaginaire généré par la Résistance, autant à travers ses souffrances que par les espoirs qu'il suscite, et par les possibles qu'il représente. « Dans la France de la Libération, l'appropriation de la Résistance [par les Français] est une tentative de réappropriation du futur. » (p. 282)

## « André Malraux et l'expérience de la Résistance »

Dans les écrits d'André Malraux postérieurs à la Libération (discours, *Anti-Mémoires*), les références à la Résistance sont nombreuses et répétées, et tiennent une place singulière. L'écrivain ne s'est pourtant engagé dans la Résistance que trois mois avant le débarquement, prolongeant cet engagement dans le commandement de la brigade Alsace-Lorraine sous le pseudonyme du colonel Berger. L'analyse que propose Pierre

## Les Français des années troubles De la guerre d'Espagne à la Libération de Pierre Laborie (nouvelle édition augmentée) <sup>(19)</sup>

Laborie du rapport qu'entretient Malraux à la Résistance va bien au-delà de la reconstitution chronologique de sa participation à la Résistance, ou de la part respective de la mystification et de la réalité. Tout en resituant la découverte de la Résistance dans la vie – les vies? – de Malraux, il montre que dans ce rapport à la Résistance se croisent les grands thèmes de l'œuvre de Malraux: le rapport à la nation, au peuple, à la fraternité, à la mort à laquelle la Résistance donne un sens, le rapport à l'Histoire, aux mythes, et à la nécessité de la mythologie pour faire vivre les hommes. « En luttant pour les rêves des hommes, la Résistance a été, pour Malraux, un dialogue de chaque jour avec la mort, une confrontation qui dépasse l'événement et transfigure des vies en les affrontant à l'absolu. » (p. 95). ●

Cécile Vast

- (1) François Hartog, *Régimes d'historicité - Présentisme et expériences du temps*, Le Seuil - 2003.
- (2) Cf. Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Le Seuil, 1996.
- (3) Benjamin Stora: « Le retour des souvenirs de la guerre d'Algérie dans les sociétés française et algérienne », et Guy Pervillé: « Les historiens de la guerre d'Algérie et ses enjeux politiques en France ».
- (4) Patrick Garcia: « "Du passé faisons table rase?" Valéry Giscard d'Estaing, la modernité et l'histoire ».



André Malraux alias colonel Berger, commandant de la Brigade Alsace-Lorraine.

- (5) Denis Rolland: « Internet et les ombres chinoises: stratégies de mémoire, lacunes d'histoire, mythologies institutionnelles et politiques ».
- (6) Sarah Gensburger: « Usages politiques de la figure du Juste: quel rapport à l'Histoire? ».
- (7) Étudiant en 1997 les musées de la Résistance, Marie-Hélène Joly constatait que les trois quarts d'entre eux avaient été créés après 1979; cf. son article in *Résistants et Résistance*, sous la coordination de Jean-Yves Boursier, L'Harmattan, 1997.
- (8) Phénomène étudié en particulier par Guillaume Mazeau dans sa communication: « Le passé, entre acculturation politique et recherche d'une identité: des fêtes dans le Nord du Cotentin ».
- (9) Didier Guyvarc'h: « Les us, les abus et les silences de l'histoire dans une assemblée départementale. Le cas de la Loire-Atlantique depuis 1968 ».
- (10) Marc Bergère: « Les usages politiques de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne: histoire, mémoire et identité régionale ».
- (11) Loïc Vadelorge: « Les affres de l'histoire locale 1970-2000 ».
- (12) Jean-Marie Guillon: « Panthéon fin de siècle ».
- (13) Julian Mischi: « Le travail partisan de légitimation historique dans la stratégie d'implantation du PCF ».
- (14) Michel Pigenet: « Entre exigences historiennes, impératifs d'organisation et démarche identitaire: l'institut CGT d'histoire sociale (1982-2002) ».
- (15) Frédéric Cépède: « Les socialistes, l'histoire à contribution ou le long remords de l'histoire ».
- (16) Cf. l'étude récente de Sabine Van der Hoorn sur « L'expérience individuelle dans les musées de la Seconde Guerre mondiale » (DEA soutenu au Muséum d'histoire naturelle en 2002).
- (17) Hervé Glevarec: « Le nouveau régime d'historicité porté par les associations du patrimoine ».
- (18) Bruxelles, Complexe, 2003.
- (19) Paris, Seuil, 2003, 286 p.

## Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

# VOUS AVEZ DIT CONVERGENCES? AVEC UN "S"?

**2003** s'est terminée par un succès à l'Assemblée nationale. Notre colloque sur « La Résistance de l'Esprit » s'est élevé au-dessus des débats prétendus modernes en respectant les différences et gommant les divergences.

2004 a commencé par une réussite inespérée à la Sorbonne sur le thème des « Français Libres » : le combat commun des militaires et des politiques, des intellectuels et des pragmatiques a séduit un public pourtant composite de jeunes et d'anciens. Malgré les scepticismes et les défaitsimes, il y a toujours convergences face aux grandes causes.

D'autres occasions multiples sont fournies par les anniversaires qui vont s'étaler tout au long de l'année : soixantenaire des débarquements (Normandie et Provence), des libérations et des avant derniers combats ; centenaire de l'Entente cordiale entre la France et la Grande-Bretagne. Qui peut oublier cette fraternisation des combattants de l'ombre et de ceux venus du ciel et de la mer ? Jeunes paras français tués en retrouvant la terre natale, jeunes *marines* et *tommies* massacrés sur nos plages, maquisards et agents spéciaux de la France combattante, tous ont convergé au prix de leur vie pour redonner à l'Europe occidentale sa liberté et sa dignité.

Ces combattants étaient Anglo-saxons et Français de l'intérieur ou de l'extérieur : le peuple de la nuit a accueilli ces armées du petit matin, tant attendues.

Notre association, dans la ligne des missions confiées par notre Fondation, célébrera ces héros oubliés ou méconnus dans des réunions décentralisées de Loches à Montauban, des animations audiovisuelles ou littéraires de Vendôme à Dijon... La pédagogie de la Mémoire et de la citoyenneté exige bien des convergences. Avec un «s»!

**François Archambault**  
Président de «MER» - Secrétaire général  
de la Fondation de la Résistance

## À LA SORBONNE, SIX FRANÇAIS LIBRES TRANSMETTENT LEURS EXPÉRIENCES RICHES DE FERMENTS CIVIQUES À PRÈS DE 800 JEUNES

**U**endredi 30 janvier, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous le patronage des quatre Fondations (Résistance, Charles de Gaulle, France Libre et Mémoire de la Déportation), Mémoire et Espoirs de la Résistance et l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation ont organisé le lancement du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2004. **François-René Christiani Fassin**, journaliste à France Culture et fils de Français libre tué en déportation, animait cet après-midi, en présence de six témoins, anciens de la France Libre. En préambule, **Maryvonne Braunschweig**, professeur et membre du Jury national, a expliqué qu'à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Libération, un thème s'imposait : celui des Français Libres. Deux historiens spécialistes de ces années : **Christine Levisse-Touzé** et **Jean-François Muracciole** expliquent ce que furent ces Français libres, qui étaient-ils et d'où venaient-ils ? Un peu plus de 50 000, qui entre juin 1940 et juillet 1943 s'engagent au nom de fortes valeurs patriotiques, tandis que des territoires de l'Empire se rallient, qui vont donner à la France Libre une entité politique et territoriale. Les Fran-



Photos : Marc Finelthin

Vendredi 30 janvier 2003, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, six Français libres témoignent de leurs engagements devant près de 800 collégiens et lycéens participant au Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Quatre orateurs ont brillamment replacé dans le contexte historique les témoignages des Français libres présents à la Sorbonne.

1 - De gauche à droite : M<sup>me</sup> Maryvonne Braunschweig, M. François-René Christiani Fassin, M<sup>me</sup> Christine Levisse-Touzé et M. Jean-François Muracciole.

Les témoins :

2 - De gauche à droite : MM Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Maurice Druon et le général Alain de Boissieu.

3 - M<sup>me</sup> Janine Boulanger-Hoctin. 4 - M. Stéphane Hessel. 5 - M. Georges Caitucoli. 6 - M<sup>me</sup> Lucie Aubrac.

7 et 8 - Vues de l'assistance.

çais Libres sont jeunes : 40 % sont mineurs et 45 % ont le niveau du baccalauréat. Si le général de Gaulle se désola que les élites françaises étaient absentes à Londres, leurs enfants eux étaient présents. **Pierre Messmer** dans une interview qu'il avait accordé plus tôt et retransmise sur écran confirme la jeunesse de ces femmes et de ces hommes : « J'ai été frappé, par la jeunesse de tous ceux qui avaient rejoint le général de Gaulle, la moyenne d'âge ne devait pas dépasser vingt ans ». Le général **Alain de Boissieu**, parle de sa rencontre avec Jean Moulin, en Angleterre, « au stage de parachutisme, car comme tout le monde et malgré son âge, il subissait le dur entraînement au sol, tous les deux nous avons eu le même largueur qui m'a dit plusieurs fois : "Mais vous sautez comme Jean Moulin !" » **Janine Boulanger-Hoetin**, volontaire féminine de la France Libre, inaugure ses 17 printemps en juin 1940, « l'appel du gé-

ral de Gaulle, s'adressait à tous et à toutes » rappelle-t-elle, alors « pour quelles raisons, nous les femmes nous serions nous abstenues de servir notre pays qui était en détresse ? ». Elles furent 430 à le servir. **Jean-Louis Crémieux-Brilhac**, évoque comment avec la complicité de la BBC les Français Libres vont réussir à conquérir l'opinion publique française aux idées de la Résistance : « À la BBC les Français Libres ont dit la vérité, ils disaient ce que Vichy ne disait pas ». **Stéphane Hessel** parle du BCRA « en contact permanent avec les mouvements de Résistance qui essaiera et réussira de donner le plus d'efficacité possible à ces mouvements ». **Maurice Druon** raconte comment est né, avec son oncle Joseph Kessel et la chanteuse Anna Marly *Le chant des partisans* qui « devait unir des individus qui, dans des caves, des gares ou des greniers participaient à un même combat sans se connaître. En un mot il devait unir tous les Fran-

çais qui se battaient, il fut *La Marseillaise* de la Résistance ». Enfin **Georges Caïtucoli**, ancien parachutiste, parle de l'engagement des Français Libres : « qui furent une minorité, dont la motivation fut le refus d'accepter une défaite et la volonté de poursuivre le combat... Douze mille trouvèrent la mort sur tous les fronts ». Laissons l'apogée de cet après-midi à **Lucie Aubrac**, assise au milieu du jeune public qui à l'invitation de son ami Stéphane Hessel affirme : « Les Français Libres c'était des hommes et des femmes libres qui avaient l'uniforme français sur le dos, pour l'amour de leur pays et celui de la liberté. Je ne séparerai jamais dans mon cœur et dans mon esprit un Français libre d'un résistant ». ●

*Jean Novosseloff*  
**Administrateur, secrétaire général**  
**adjoint de «MER»**

## 18 DÉCEMBRE 2003, L'ASSEMBLÉE NATIONALE ACCUEILLE LE COLLOQUE « LA RÉSISTANCE DE L'ESPRIT »



**A**u Palais Bourbon, sous le haut patronage du président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, s'est tenu le colloque annuel de l'association «MER», sur le thème de «la Résistance de l'Esprit». Après s'être réjoui du plaisir offert à cette «maison parlementaire de se pencher pour quelques instants sur notre histoire», le président Debré souligne combien il est important d'associer élèves et collègues au rappel «des heures les plus sombres de notre XX<sup>e</sup> siècle où des femmes et des hommes ont refusé de s'incliner lorsque la République a abdiqué face à l'ignominie et à la barbarie». Puis il rappelle en quelques mots que la Résistance armée est indissociable, de celle de l'Esprit. «Parce que des esprits se sont élevés pour contester la vérité officielle». Sursaut intellectuel, spirituel et patriotique qui ne fut, conclut le président Debré «l'apanage d'aucun mouvement politique ni d'aucune appartenance confessionnelle, il les dépassait toutes et tous, ce sont réunies, dans un même combat, des personnalités opposées, de confessions différentes, unies autour d'une même passion, celle de la France».

**Jean-Marie de Beaucorps**<sup>(1)</sup>, évoque, la Résistance en Indochine, où dès août 1940, dans un isolement total, malgré un très maréchaliste gou-

**Le colloque annuel de MER, «La Résistance de l'esprit», réunissait des intervenants de renom qu'ils soient historiens, philosophes ou spécialistes des grandes confessions.**

1 – M. Jean Marie de Beaucorps.

2 – M<sup>me</sup> Renée Bédarida.

3 – M. Laurent Theis.

4 – M<sup>me</sup> Christine Lévisse-Touzé.

5 – M. Claude Ducreux.

Photos : Marc Fineltin

verneur et avec pour voisin un Japon agressif, quelques Européens militaires et civils, «estiment spontanément qu'ils doivent faire quelque chose». Après avoir rencontré à Singapour, des officiers anglais, ils vont constituer des réseaux de renseignements. À l'entrée en guerre des États-Unis, les renseignements fournis vont devenir essentiels pour les Alliés. Si «la naissance spontanée de la Résistance en Indochine ne peut pas être ignorée. Les Alliés l'ont reconnu en déclarant que ces réseaux leur avaient été très utiles et en remerciant la France», démontrant ainsi, que la Résistance est un Esprit.

**Renée Bédarida**<sup>(2)</sup>, résistante, membre du mouvement «Témoignage Chrétien», évoque les créateurs : le père Chailet, qui s'était donné pour mission de dénoncer «la menace d'une idéologie à la fois antisémite et anti-chrétienne», et

les théologiens jésuites de Lyon, qui au nom de leur foi vont entrer en Résistance alors «qu'une majorité de Français et parmi eux les catholiques et l'Église de France vont tomber dans le piège du redressement moral et intellectuel» prôné par le maréchal. Elle rappelle ce mot de Jean Cassou, pour qui «la Résistance fut et demeure un fait moral : le même pour tous les résistants». «Témoignage Chrétien», créa un journal clandestin, qui sorti en novembre 1941 avec en exergue : «France prend garde de perdre ton âme». Combat redoutable pour tous ces chrétiens, «qui devaient témoigner de leur foi et de leur fidélité à l'Évangile dans une situation dramatique et exceptionnelle, c'était la croix du Christ dressée face à la croix gammée».

Évoquant le rôle des Protestants dans la Résistance, **Laurent Theis**<sup>(3)</sup>, rappelle que c'est deux jours après la prise du pouvoir par les nazis que le pasteur Marc Boegner avait écrit : «les fils spirituels des huguenots tressaillent d'émotion et de sympathie chaque fois qu'une minorité religieuse est persécutée et ils savent trop ce que les Églises de la Réforme doivent aux prophètes qui ont frayé la voie à l'Évangile pour ne pas se sentir meurtris des coups qui frappent les fils

**Suite en page 13**

## Association pour des Études sur la Résistance Intérieure (AERI)

# « LA RÉSISTANCE DANS LE CALVADOS »

Dans le cadre de la campagne nationale de réalisation de cédéroms « Histoire en Mémoire », les prochaines publications prévues sont les cédéroms de la Résistance dans l'Yonne et l'Ardèche, en mai 2004 ; celui du Calvados en juin et la Haute-Marne, début septembre. Le DVD-ROM sur la Résistance en Ile-de-France paraîtra dans le courant du mois de juin 2004. Sont prévus aussi en 2004 la Charente, la Haute-Savoie, la Manche...

En avant première, nous avons demandé à l'équipe calvadosienne « Résistance et Mémoire » de présenter aux lecteurs de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* son cédérom.

Le projet AERI dans le Calvados est mené par l'association « Résistance et Mémoire » créée en 1998 et présidée par Jacques Vico, ancien résistant et président de l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance. Le cédérom du Calvados s'inscrit dans le cadre plus large de l'histoire de la Résistance en Basse-Normandie. Ainsi l'association « Résistance et Mémoire » réalise en parallèle deux autres cédéroms : celui de la Manche sous la direction de Michel Boivin, maître de conférences à l'université de Caen et celui de l'Orne dirigé par Gérard Bourdin, professeur d'histoire au collège Honoré de Balzac à Alençon. Cette association regroupe de nombreux bénévoles, résistants ou non, dont l'objectif commun est de faire découvrir aux jeunes générations l'histoire de la Résistance.

Le projet du Calvados est piloté par Jean Quellien, professeur d'histoire à l'université de Caen, directeur de l'UFR d'histoire de Caen, et spécialiste de l'histoire de la Basse-Normandie pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est assisté de deux emplois-jeunes, tous deux étudiants en histoire, recrutés par l'Association, pour mener à bien les travaux : Monique Gimenez et Cédric Neveu. Le projet bénéficie du soutien de nombreux organismes. Le service départemental de l'Office national des anciens combattants du Calvados participe à l'aventure avec la mise à disposition d'un emploi-mémoire, Julia Quellien, chargée de l'aspect Mémoire du cédérom. L'université de Caen est aussi partie prenante par l'intermédiaire du Centre de Recherche en Histoire Quantitative (CRHQ), laboratoire de recherche dépendant du CNRS, et dirigé par Bernard Garnier. Le CRHQ apporte à la fois un soutien logistique, en



Carte de la Résistance dans le Calvados.

accueillant l'équipe du Calvados, mais aussi historique notamment avec l'aide précieuse du cartographe maison, Michel Daeffler. Les conseils généraux des trois départements et le conseil régional soutiennent également le projet, notamment financièrement.

Juin 1940 : les troupes allemandes occupent le Calvados. Rapidement la population montre des sentiments anglophiles et gaullistes tandis que le sentiment germanophobe se renforce par la présence particulièrement lourde des troupes d'occupation et les réquisitions nombreuses. De ce fait, la Révolution nationale et les mouvements de collaboration rencontrent un écho limité. Cependant, la population calvadosienne n'entre pas massivement dans la Résistance.

Dans le Calvados, la Résistance est un phénomène minoritaire et précoce. Dès l'automne 1940, des patriotes décidés se rassemblent pour former le groupe « Robert », mis en place par Robert Guédon, et qui deviendra le futur réseau « Hector ». Cependant, à l'automne 1941, le réseau est décapité par une rafle. En parallèle, le mouvement l'« Armée des Volontaires » s'installe dans le Calvados, dirigé par Robert Thomas. Lui aussi est victime de nombreuses arrestations. Les survivants rejoignent au début de l'année 1942 les rangs de « Ceux de la Résistance » et surtout de l'« Organisation civile et militaire » (OCM) qui devient la principale

organisation de Résistance, dirigée par Marcel Girard. Les deux organisations fusionnent en février 1943. La résistance communiste n'est pas en reste. Le parti communiste se reconstitue de façon clandestine, fournissant les structures du Front national, qui ne disposera d'une organisation propre qu'à partir du milieu de l'année 1943.

La Résistance dans le Calvados est essentiellement tournée vers le renseignement et la propagande par voie de tracts et de journaux clandestins. Des réseaux spécialisés s'organisent pour rassembler le maximum d'informations sur les effectifs de la *Wehrmacht* et sur l'avancement du Mur de l'Atlantique : « Alliance », « Arc-en-Ciel », « Centurie », « Zéro-France » sur la côte, « Jean-Marie » dans le Pays d'Auge... Ces renseignements vont se révéler de première importance pour les Alliés, au fur et à mesure que se précise le projet de débarquement sur les côtes bas-normandes. La présence particulièrement lourde des troupes allemandes (de 15 000 à 20 000 hommes en moyenne dans le département), dans ce secteur stratégique face à l'Angleterre, ne permet pas des actions armées de grandes envergures. En outre, la géographie de la région se prête peu à l'organisation de maquis. Pourtant, la Résistance réalise quelques coups d'éclats comme le double-sabotage d'Airan les 16 avril et 1<sup>er</sup> mai 1942, provoquant

la mort d'une quarantaine de soldats allemands et des dizaines de blessés. Plusieurs petits maquis se constituent, essentiellement dans le Pays d'Auge et le bocage virois, dépendant des FTP. La seule exception est le maquis de Saint-Clair, au sud de Caen, mis en place par le capitaine Jean Renaud-Dandicolle du *Special operations executive* (SOE).

De l'automne 1943 à l'été 1944, l'Occupant, aidé d'auxiliaires français, porte des coups très durs à la Résistance : les réseaux « Jean-Marie », « Alliance », « Arc-en-Ciel », « Zéro-France »... sont décapités. L'OCM et le Front national sont victimes de rafles en décembre 1943 qui désorganisent profondément les états-majors. Malgré cela, la coordination des différentes organisations se met place en vue du débarquement. Dès le 6 juin 1944, la Résistance entre en action, harcelant les troupes allemandes, multipliant les actions de sabotages, menant de dangereuses missions de liaisons dans les lignes allemandes, servant d'éclaireurs aux troupes alliées dans leur avance... L'Occupant réagit avec la plus extrême brutalité. Le 6 juin, la *Gestapo* massacre à la maison d'arrêt entre 75 et 80 résistants, dont les corps n'ont jamais été retrouvés. Le 8 juillet 1944, le PC du maquis de Saint-Clair est investi. Les Allemands exécutent sommairement les résistants capturés.



Sabotage à Airan.

Le 9 juillet 1944, une partie de Caen est libérée par les Britanniques et les Canadiens, avec l'aide active de la Résistance. La compagnie FFI « Fred Scamaroni » est créée pour

assister les Alliés dans la libération définitive de la ville. ●

*Résistance et Mémoire*

## Actualités de l'AERI

### • De nouveaux titres ont paru dans la collection « Histoire pour Mémoire », en coédition avec les éditions Tirésias.

#### En 2003 :

- Yves Béon, *Retour à la vie*, préfacé par Stéphane Hessel et présenté par Jacques Delarue. Récit de la libération des camps et du retour terrible dans la normalité d'une France libérée depuis plusieurs mois.
- Guy Le Corre, *Un cheminot rennais dans la Résistance, 1941-1944*, qui a fait partie du réseau Manipule.

#### Nouveautés parues en février 2004.

- Louis Rivière *Ailleurs demain*. Ouvrage de récits, de fraternité et de militantisme. Il fut déporté à Sachsenhausen et au camp d'Heinkel.
- Roger Coutarel, *Itinéraire d'un résistant des Cévennes à la Libération*. Homme du sud des Cévennes, protestant, engagé dans la Résistance dès l'armistice, il raconte son quotidien de maquisard dans la région de Chambon-sur-Lignon.

L'ouvrage de Philippe Castetbon, « *Ici est tombé...* », autour des plaques commémoratives de la Libération de Paris, livre de photos et de témoignages, paraîtra à la fin du mois de mars. L'AERI sera présente, sur le stand des éditions Tirésias, au salon du Livre à Paris du 19 au 24 mars prochain, ainsi qu'au salon du Livre de Mémoire à Bordeaux du 1<sup>er</sup> au 4 avril 2004.

Ces ouvrages sont disponibles à l'AERI ou aux éditions Tirésias (21 rue Letort - BP 249 - 75866 Paris cedex 18).

### • Résistantes de l'ombre à la lumière : un franc succès

Le film de Rolande Trepép (professeur émérite Toulouse-Le Mirail), *Résistantes de l'ombre à la lumière*, produit par l'AERI, rencontre un franc succès. En effet, il a été présenté à plusieurs reprises en présence de l'auteur : le 2 février 2004 à Nantes (diffusion organisée par Ciné-Femmes) ; le 19 février à l'université de Bourgogne (journée d'étude sur le thème « Femmes et Cité » organisée par la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon)...

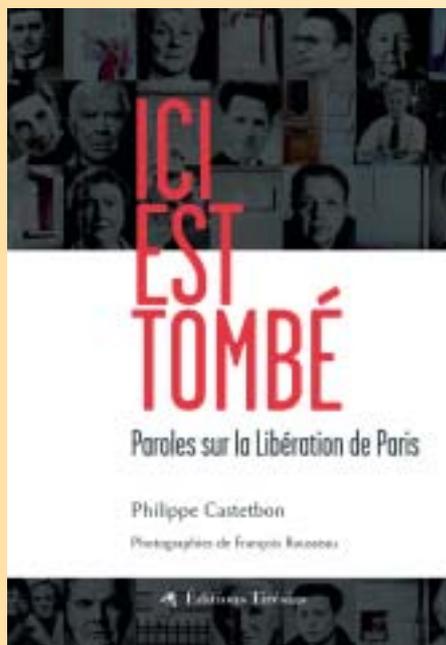
À l'occasion de la journée de la femme le 8 mars prochain, Christine Bard (université d'Angers) et Nicole Le Corre (présidente d'Espace Femmes) recevront Rolande Trepép et Laurence Thibault à Angers. Aurélie Pol et Laure Bougon assisteront le même jour, accompagnées de Jacqueline Pardon, à la projection du film à la CMCAS d'Évry.

François Marcot envisage prochainement de présenter le film à l'université de Besançon.

#### Renseignements

AERI (association loi 1901 d'intérêt général)  
Association pour des Études sur la  
Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation  
de la Résistance

- Siège social et bureaux :  
16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél. : 01 45 66 62 72
- Fax : 01 45 67 64 24
- Email : [contact@aeri-resistance.com](mailto:contact@aeri-resistance.com)
- Site internet : [www.aeri-resistance.com](http://www.aeri-resistance.com)



# PIERRE BÉRÉGOVOY

## EN RÉSISTANCE DE « LIBÉRATION-NORD » À LA SFIO

**P**ierre Bérégovoy était un ami, un compagnon. Le 25 mai 1993, Didier Boulaud<sup>(1)</sup> député maire de Nevers, m'avait adressé le message suivant : « Cher Charles Pot, te remercie de la part que tu as prises à ses côtés, ces dernières semaines, au cours des événements qui resteront à jamais gravés dans l'histoire de Nevers.

t'assure qu'il fera de son mieux pour continuer l'œuvre entreprise par Pierre Bérégovoy et honorer sa mémoire.

Amitiés affectueuses. »

Notre ami Laurent Fabius résume parfaitement ce que fut toute la vie faite d'engagement et de profonde conviction de Pierre Bérégovoy, en ces quelques mots :

« J'aime ce Pierre qui, destiné par la Résistance et le milieu cheminot à rejoindre plutôt le PCF à la libération, choisit la vieille maison, la SFIO. Ce n'est pas là où on l'attend. C'est pourtant là qu'il décide d'aller, parce qu'il sait déjà que l'idéal de justice sociale est inséparable de l'idéal de liberté. »

Par contre, nous, ses anciens camarades de combat, avons compris ses engagements et savions ses hostilités. Il n'avait - notamment - jamais accepté le « pacte germano-soviétique ». Son père, Adrien, ancien officier ukrainien du Tsar, épicier à Deville-les-Rouens, était déjà « mendésiste » et, sa mère, Irène, défilait dès l'âge de douze ans en chantant *L'internationale*. Pierre avait dès son plus jeune âge baigné dans l'univers politique.

La Résistance fit le reste car, comme le rappelle Daniel Mayer dans son ouvrage *Les socialistes dans la Résistance* :

« En Seine inférieure, Georges Brutelle qui sera l'un des plus jeunes déportés de France, travaille avec Jean Capdeville, les frères Bérégovoy, Cesaire Levillain, de Rouen, arrêté fin 1943 fusillé en mai 1944 ». Tous appartenaient à « Libération-Nord » ainsi qu'au Parti socialiste clandestin. Comment Pierre n'aurait-il pas rejoint la SFIO avec de tels parrains ?

Il est vrai que son épouse Gilberte, lorsqu'on lui posait la question, « Pierre Bérégovoy parlait-il de la Résistance ? » avait coutume de répondre : « Oui, mais pas de son action à lui. Il recherchait beaucoup moins les honneurs que ce que l'on a prétendu. Un exemple : il n'a jamais demandé une quelconque carte de la Résistance. »

Ce qui est parfaitement exact. Bien qu'ayant été recruté au printemps 1943 par nos camarades de Seine-Inférieure, puis intégré dans les FFI en juin 1944, il n'a toujours possédé que sa seule carte d'adhérent à « Libération-Nord » signée par Henri Ribière, membre du Conseil national de la Résistance, et sans feuillet de cotisation. Mais lorsque nous lui demandions une intervention en faveur de l'un de nos camarades ou bien une



Coll. Libération-Nord - DR

participation financière personnelle pour nos œuvres, il était toujours présent !

J'en veux pour preuve, lorsqu'en octobre 1990, nous commémorions le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de notre mouvement « Libération-Nord » et lancions une souscription afin de pouvoir éditer une brochure : il me remit un chèque personnel substantiel comme le firent également nos camarades Pierre Mauroy, Michel Charasse, par exemple.

Et puis encore, n'était-ce pas mon ami Jean Mattéoli, ancien ministre du Travail, président honoraire du Conseil économique et social, grand résistant, ancien déporté, actuellement président de la Fondation de la Résistance qui rendant hommage à Pierre après sa disparition, déclarait : « Nous perdons en lui un ami de conviction attaché aux vertus de la République et pour moi qui l'ai beaucoup apprécié, notamment à l'occasion de la création de la Fondation de la Résistance qu'il avait fermement soutenue, un homme de caractère avec lequel il était toujours facile de comprendre quand les intérêts supérieurs du pays étaient en jeu. »

Notre cher Pierre Bérégovoy m'avait été présenté au cours des années 1950 par mon vieux copain Georges Brutelle qui me dit : « Il est des nôtres ! ». Interloqué je me souviens encore lui avoir dit : mais encore ? Et Georges de me répondre : « Ah oui ! De Libé-Nord et du Parti. »

Bien entendu à cette époque je ne pensais pas retrouver Pierre Bérégovoy au PSA et PSU où j'avais conservé les amis « séparés » de la SFIO puis auprès d'Alain Savary, où j'avais été élu au comité directeur du NPS au congrès d'Issy-les-Moulineaux en juillet 1969 et devais travailler

Juste après la Libération de la région rouennaise, à laquelle il participa, Pierre Bérégovoy (à droite de cette photo) rejoint l'armée française.

en quasi permanence avec Pierre, Ernest Cazelles, Claude Fuzier, au secrétariat national à la Cité Malesherbes.

Là j'ai vraiment connu, apprécié et aimé Pierre Bérégovoy « l'homme de la berge » selon la traduction littérale de son nom comme certains de nos camarades aimaient le nommer !

Pierre Bérégovoy était un homme d'État qui avait consacré sa vie à l'État et à l'intérêt collectif et qui en assumait la logique. Son exigence et sa cohérence étaient pètries de passion, d'une incoïncable pureté originelle et d'intelligence. Sa logique était celle de gens de sa classe sociale : application, sérieux, travail, rigueur, mais aussi générosité sans pareille.

Bérégovoy, « l'homme de la berge », ou de la rive est parti pour d'autres rives. C'est cela la mort ! Quelqu'un l'attendait autre part, en fait, il avait rendez-vous avec l'histoire. Il est entré pour l'éternité dans l'histoire et restera un symbole et un exemple qu'un homme de notre époque aux qualités exceptionnelles peut encore mourir pour son honneur et sa dignité.

Le dernier message qui me fut adressé par Pierre est daté du 18 avril 1993 sous la forme d'un télégramme officiel émanant de la mairie de Nevers exprimant ses « chaleureuses félicitations pour ma promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur » avec un petit mot affectueux tracé de sa fine écriture légendaire et signé : Pierre Bérégovoy - ancien Premier ministre. ●

**Charles Pot**

**Président national de Libération-Nord  
Vice-président du Comité d'action de la Résistance**

<sup>(1)</sup> Didier Boulaud, aujourd'hui sénateur et toujours maire de Nevers, fut un très jeune collaborateur et intime de Pierre Bérégovoy, d'abord son chef, puis directeur de cabinet, maire adjoint et député suppléant et devint le successeur de Pierre.



Coll. Libération-Nord - DR

## Suite de la page 9 – Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

d'Israël». En 1940, deux jours avant l'armistice, les pasteurs André Trocmé et Edouard Theis prononcent au Chambon-sur-Lignon cette phrase : « le devoir des chrétiens est d'opposer à la violence exercée sur leur conscience les armes de l'esprit ». Belle définition de l'esprit de Résistance !

**Christine Lévisse-Touzé** (4), évoque la participation des forces de l'Empire, particulièrement celles appartenant à la communauté musulmane : exercice délicat car en la matière, l'histoire semble bien « défaillante ». Sur 1 059 Compagnons de la Libération, 7 sont issus de l'Empire, et le 18 juin 1945, le général de Gaulle, fait Compagnon de la Libération, le futur Mohammed V, geste fort, et symbolique « saluant à la fois la participation des Marocains à l'effort de guerre et la loyauté du sultan, parce que au-delà de lui, il veut souligner l'effort des musulmans et de l'Empire ». Oui il y eut dans des maquis en France des résistants d'origine nord africaine, sans doute musulmans, mais là encore un énorme travail de recherches historiques reste à faire pour mesurer l'importance de l'engagement de cette communauté. Les Africains au secours de la France faisaient dire au général de Gaulle dans ses mémoires : « qu'ils furent l'épée de la France ».

Pour **Claude Ducreux** (5) parlant des francs maçons dans la Résistance, si « l'initié a en lui une foi totale, une foi existentielle, active, non dogmatique » alors « face à l'ignominie, face à la nécessité de se battre, de résister, cette spiritualité est une aide ». Ainsi la Résistance de l'Esprit construite et vécue, permet d'aller toujours plus loin et suivant le mot de Paul Ricoeur « Quand l'esprit désigne de la main la fin à atteindre, il ne faut regarder que la main ». C'est donc pour Claude Ducreux, « cet Esprit devenu action » qui conduisit des femmes et des hommes au sacrifice dont les noms ajoute-t-il pour conclure : « sont unis dans le silence mais vivants dans les mémoires. On voit là que l'espérance a été transmise ».

Pour **Anne Grynberg** (6), la Résistance juive fut d'abord largement méconnue, puis on s'est aperçu que « très tôt et en pourcentage égal au moins à celui de leurs concitoyens non juifs, des juifs avaient essayé de s'opposer de différentes manières à l'occupant et au régime de Vichy ». Certains ont combattu dans les rangs de la Résistance intérieure ou à Londres, d'autres ont préféré se regrouper dans des mouvements plus spécifiques. Très tôt est née une Résistance passive, humanitaire, logistique avec par exemple les Éclaireurs israélites de France ou l'Œuvre de secours aux enfants. Anne Grynberg rappelle aussi cette forme de Résistance qu'est « l'affirmation de l'attachement à la culture spécifique de la Résistance de l'Esprit. Une philosophie de la Résistance? **Jean-Pierre Vernant** (7) s'interroge : Quel est le problème de la Résistance de l'Esprit? Qu'est ce que c'est l'Esprit? Où se loge t-il?

« Pour Germaine Tillon, qui vomit tripes et boyaux à l'écoute du discours de Pétain, L'Esprit, il est dans ses tripes... et moi,... je ne vomis pas, mais je pleure toutes les larmes de mon corps, c'est aussi mon corps qui réagit, qui se refuse ». Diversité des réactions, diversité des décisions, devant l'évidence de la réalité, de juin 1940, c'est l'esprit qui dit non, parce que devant cette réalité, on dit : « je ne peux pas l'accepter parce que si c'est comme ça, la vie n'est plus vivable ». Pour Jean-Pierre Vernant « ce qui fait la valeur d'une civilisation comme la nôtre malgré tout (...), les gens étaient restés des êtres humains qui avaient trop bu le lait de la douceur humaine et quand ils voyaient quelqu'un de menacé, ils lui tendaient la main quelque soit le risque (...) ». Et il conclut « l'idéologie nazie, même si elle avait l'apparence d'une spiritualité, elle ne pouvait pas l'être puisqu'il lui manquait la Liberté, car être libre c'est reconnaître que les autres sont libres. Être soi-même, ça veut dire que l'on reconnaît que les autres sont eux-mêmes (...) et que tous les hommes sont des hommes et que les hommes sont frères et que son prochain c'est en même temps soi-même et plus que soi-même ».

## Calendrier des prochaines manifestations de MER

► Soirées thématiques «une soirée, un auteur» organisées par le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hautecloque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (ville de Paris) avec le soutien de l'association «MER».

Entrée libre et uniquement sur réservation au 01 40 64 39 44.

Les conférences débutent à 18 heures.

Jeu. 1<sup>er</sup> avril 2004 Roger LHOMBREAUD  
Le réseau Centurie et  
le vol des plans du mur  
de l'Atlantique.

► Récital annuel de poésie sur la Résistance le 19 mars 2004 aux Invalides à 14 heures organisé par «MER», le Club des Poètes, des enseignants et des lycéens.

François Archambault, président de «MER», remerciant les orateurs a conclu, par ce mot d'Henri Bergson, qu'il fallait « agir en homme de pensée et penser en homme d'action ».

Jean Novosseloff

- (1) M. Jean Marie de Beaucorps, ancien directeur du Service de renseignement extérieur en Extrême-orient de 1946 à 1950.
- (2) M<sup>me</sup> Renée Bédarida, résistante et ancienne du mouvement « Témoignage Chrétien ».
- (3) M. Laurent Theis, docteur en histoire et président honoraire de la Société de l'histoire du protestantisme français.
- (4) M<sup>me</sup> Christine Lévisse-Touzé, directrice du Musée Jean Moulin – Mémorial Maréchal Leclerc de Hautecloque.
- (5) M. Claude Ducreux, avocat et secrétaire général du Comité d'action de la Résistance.
- (6) M<sup>me</sup> Anne Grynberg, professeur à l'université de Paris I.
- (7) M. Jean-Pierre Vernant, Compagnon de la Libération et professeur honoraire au Collège de France.

## «MER» multiplie ses productions audiovisuelles

Trois cassettes-vidéos, réalisées par la société Kubilaikan, produites par «MER» et parrainées par la Fondation de la Résistance, sont mises gracieusement à la disposition des établissements scolaires et des institutions socio-culturelles. Elles sont le fruit de l'enregistrement de colloques organisés par l'association, soucieuse d'étendre, à un public le plus large possible et pour de nombreuses années, les témoignages des grands acteurs de cette période singulière. Des montages courts, de 45 minutes environ, offrent une synthèse pédagogique des débats. Dans la cassette, *Nos parents, ces résistants tués*, enregistrée au Mémorial Leclerc – Musée Jean Moulin de la Ville de Paris le 2 octobre 2002, des filles et fils de grands résistants racontent avec émotion le destin tragique de leur père ou de leur mère. *La République résistante vue par ses grands témoins*, colloque tenu le 14 juin 2003, également au Mémorial Leclerc – Musée Jean Moulin de la Ville de Paris, constitue un document de premier ordre sur la mise en place du CNR et le rôle unificateur de Jean Moulin. Enfin, l'enregistrement de la séance de réflexion consacrée à *La Résistance de l'Esprit*, le 18 décembre dernier à l'Assemblée nationale, vient compléter ce corpus audiovisuel que «MER» souhaiterait enrichir dans les années à venir.

Marie Delaleu

### Adhésion

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à «Mémoire et Espoirs de la Résistance»!

- Cotisation 15 € (+ 6 € pour «Résistance et Avenir»). Chèque à libeller à «Mémoire et Espoirs de la Résistance», Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Dupleix, 75015 Paris
- Tél./Fax : 01 45 66 92 32
- e-mail : memoresist-mer@club-internet.fr
- Site internet : www.memoresist.org
- Informations complémentaires sur les sites internet : www.charles-de-gaulle.org www.fondationresistance.org

## VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre. La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

**Maurice Halbwachs.**  
Un intellectuel en guerres mondiales 1914-1945.

**Annette Becker.**  
Préface de Pierre Nora, de l'Académie française.  
Agnès Viénot éditions (11, rue Jean de Beauvais - 75005 Paris), 479 p., 25 €.

Histoire, critique et responsabilité.  
**François Bédarida.**  
Textes réunis par Gabrielle Muc et Michel Trebitsch.  
Présentation d'Henry Rousso.  
Complexe, 360 p., 21.90 €.

Lettres de Buchenwald.  
**Léon Blum**  
Lettres éditées et présentées par Ilan Greilsammer.  
Gallimard, 191 p., 20 €.

Grenoble et le Vercors.  
De la Résistance à la Libération, 1940-1944 (rééd.).  
Actes du colloque de l'Institut d'études politiques de Grenoble des 21 et 22 novembre 1975.  
Sous la direction de Pierre Bolle.  
Presses universitaires de Grenoble (BP 47 - 38040 Grenoble cedex 9), 272 p., 30 €.

Persécution et spoliations des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.  
Sous la direction de Tal Bruttman.  
Presses universitaires de Grenoble, 200 p., 20 €.

Témoignage et écriture de l'histoire. Décade de Cerisy 21-31 juillet 2001.  
Sous la direction de Jean-François Chiantaretto et Régine Robin.  
L'Harmattan, 480p., 38 €.

Résistance. 1940-1944. Témoignages, dossiers, chronologie.  
Préface d'Hamlaoui Mékachera, secrétaire d'État aux anciens combattants.  
Édition Bretagne, 240 p., 29 €.  
Édition Rhône-Alpes, 240 p., 29 €.  
Éditions LBM (tél. : 01 48019916).

**Philisterburg (rééd.)**  
**Jacques Decour.**  
Préface de Jérôme Garcin.  
Éditions Farrago (76, rue Michelet - 37 000 Tours - tél./fax : 02 47 75 00 44), 170 p., 17 €.

«Nos jeunes morts sont secrets».  
**Jacques Decour.** Littérature et Résistance.  
Recueil publié à l'occasion de l'exposition consacrée à Jacques Decour présentée au Château de Tours du 2 au 21 décembre 2003.  
Éditions Farrago, 32 p., 3 €.

**Fritz Kolbe.**  
Un espion au cœur du III<sup>e</sup> Reich.  
**Lucas Delattre.**  
Denoël, 342 p., 22 €.

Marche autant que tu pourras.  
**Brigitte Friang.**  
Éditions du Sextant (185 bis, rue Ordener - 75018 Paris), 63 p., 8 €. Ce récit est un extrait de l'ouvrage de Brigitte Friang *Regarde-toi qui meurs*.

De Gaulle, mon père.  
**Philippe de Gaulle.**  
Entretiens avec Michel Tauriac.  
Plon, 578 p., 24 €.

Quand l'homme sera-t-il humain ?  
**Roger Gouffault.**  
Préface de Jean-Michel Valade, docteur ès Lettres et Sciences humaines.  
Les éditions Écritures (27, rue du Chapeau Rouge - 19 100 Brive - tél./fax : 05 55 17 95 59), 224 p., 23 €.

Le Service du Travail Obligatoire. La région de Nancy face aux exigences allemandes.  
**Jean-Pierre Harbulot.**  
Presses universitaires de Nancy (42-44, avenue de la Libération - BP 3347 - 54014 Nancy cedex - tél. : 03 83 96 84 30), 727 p., 45 €.

Le Journal officiel de la France au combat avec le général de Gaulle. Londres-Alger-Paris. 15 août 1940-31 janvier 1946. (DVD rom).

Les éditions des Journaux officiels (tél. : 01 40 58 79 79), 40 €. La Fondation et l'Institut Charles de Gaulle ont engagé depuis 1995 avec la direction des journaux officiels un partenariat pour apporter au public des matériaux historiques devenus en partie introuvables et qui restent fondamentaux pour l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle.  
Ce DVD contient :

- Le *Bulletin puis Journal officiel de la France Libre*. Londres, du 15 août 1940 au 16 septembre 1943 ;
- Le *Journal officiel de la République française*. Alger, du 10 juin 1943 au 31 août 1944 ;
- Le *Journal officiel de la République française*. Paris, du 8 septembre 1944 au 31 janvier 1946 ;
- Le *Journal officiel des débats de l'Assemblée consultative provisoire*. Alger, du 3 novembre 1943 au 25 juillet 1944 ;
- Le *Journal officiel des débats de l'Assemblée consultative provisoire*. Paris, du 7 novembre 1944 au 3 août 1945 ;
- Le *Journal officiel des débats de l'Assemblée constituante*. Paris, du 6 novembre 1945 au 31 janvier 1946.

Un engrenage fatal. L'UGIF face aux réalités de la Shoah, 1941-1944.  
**Michel Laffitte.**  
Préface de Pierre Vidal-Naquet.  
Liana Levi, 284 p., 24 €.

J'ai survécu à l'enfer nazi.  
**José Marfil.**  
Préface du général Pierre Saint Macary, président d'honneur de l'Amicale de Mauthausen.  
L'Harmattan, 122 p., 11 €.

Les abeilles et la guêpe.  
**François Maspéro.**  
Le Seuil, Point histoire, 330 p., 7,41 €.

Conjurations et attentats contre Hitler. Catalogue de l'exposition du 8 novembre 2003 au 25 avril 2004.  
**Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin.**  
Préfaces de Bertrand Delanoë, maire de Paris et de Klaus Wowereit, bourgmestre, chef du gouvernement du land de Berlin.  
Paris musées, Philéas-Fogg, 167 p., 29 €.

**François Forestier 1940-1945. Premier chef d'État major de l'Armée secrète.**  
**Michel F. Morin.**  
Préface de Raymond Aubrac.  
C. Lacour éditeur, 248 p., 20 €. Pour se procurer ce livre, contacter M. Michel F. Morin (tél. : 01 43 56 95 64 / 06 75 48 64 97, courriel : michelfmorin@aol.com).

Les Murs avaient la parole. L'affiche de 1939 à 1944. Dossier documentaire réalisé par **Thierry Barthoulot, professeur détaché.**  
Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, 68 fiches accompagnées d'un céderom des affiches en couleur, 10 € franco de port.

Destiné aux enseignants et aux élèves qui travaillent sur la Seconde Guerre mondiale, ce dossier est une sélection de documents établie à partir des fonds du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon. Pour guider les élèves dans leur travail ce dossier comporte trois types d'information : des documents d'époque, des extraits de publications d'historiens traitant du thème et une bibliographie. Grâce aux documents-sources que contient ce dossier les élèves peuvent entreprendre des recherches et sont confrontés au travail de l'historien. Ainsi, les extraits des travaux universitaires peuvent les aider à définir un sujet et une problématique tandis que la bibliographie leur offre des pistes pour un complément d'information ou un éventuel approfondissement des recherches. Pour commander ce dossier, adressez votre chèque de règlement (libellé à l'ordre des « Amis du Musée de la Résistance et de la Déportation ») au Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, La Citadelle 25 000 Besançon.

Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site

[www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)

à la rubrique « Nous avons lu »

**Le mur de l'Atlantique : vers une valorisation patrimoniale ?**  
**Christelle Neveux.**  
L'Harmattan, 315 p., 25.50 €.

**Dessins d'exode.**  
**Antoine Prost et Yves Gaulupeau.**  
Tallandier, 144 p., 29 €.

**L'affiche rouge.**  
**Adam Rayski.**  
Préface de Bertrand Delanoë, maire de Paris.  
Mairie de Paris  
(tél. : 08 20 00 75 75), 80 p.

**L'affiche rouge. 21 février 1944. Ils n'étaient que des enfants...**  
**Benoît Rayski.**  
Éditions du Félin, 123 p., 16 €.

**Les Juifs en Dordogne 1939-1944. De l'accueil à la persécution.**  
**Bernard Reviriego.**  
Préface de Serge Klarsfeld.  
Éditions FANLAC (Près la Tour Vésone - BP 2043 - 24002 Périgueux - tél. : 05 53 53 41 90), archives départementales de la Dordogne, 526 p., 28 €.  
À l'occasion de l'exposition « Ça m'est arrivé - Être Juif en Dordogne » aux Archives départementales de la Dordogne du 15 décembre au 15 mars 2004, un double CD audio a été réalisé par les Archives. Ce CD audio accompagne les cinq cents premiers exemplaires de ce livre.

**L'âme au poing (roman).**  
**Patrick Rotman.**  
Le Seuil, 312p., 19 €.

**Tirailleurs sénégalais à Lyon. La patrouille du caporal Samba (BD en noir et blanc).**  
**Fayez Samb.**  
L'Harmattan, 58 p., 12 €.

**La France résistante. Histoires de héros ordinaires.**  
**Alain Vincenot.**  
Introduction de Christine Levisse-Touzé, directrice du Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin.  
Préface de Jean Mattéoli, président de la Fondation de la Résistance  
Éditions des Syrtes  
(74, rue de Sèvres - 75007 Paris - tél. : 01 56 58 66 66), 575 p., 23 €.

## Deux «romans de la mémoire» sur la Résistance et la Déportation

Dans le cadre de ses activités pédagogiques, la direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA) du ministère de la Défense, en partenariat avec les éditions Nathan jeunesse, a lancé une collection de romans intitulée les «romans de la mémoire» dont 8 titres sont parus à ce jour. L'objectif de cette collection destinée aux collégiens est de leur faire connaître les conflits du XX<sup>e</sup> siècle en restituant le quotidien de ceux qui les ont vécus.

- **1944-1945. Les sabots**  
de Jean-Pierre Vittori (128 p., 5 €)
- **Guadeloupe 1943. Sous le vent de la guerre, «Antan Sorin»**  
de Pierre Davy (128 p., 5 €)

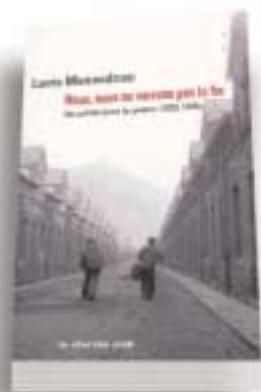
## A LIRE

**Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.**

**« Nous, nous ne verrons pas la fin ». Un enfant dans la guerre (1939-1945).**  
**Louis Mexandeau.**  
**Le Cherche Midi, 2003,**  
**327 p., 20 €.**

Ce livre est un témoignage sur l'occupation brutale et impitoyable des départements du Nord et du Pas-de-Calais qui faisait partie de la zone dite interdite ou rattachée, exigée par les Allemands dans le cadre de la convention d'armistice de juin 1940. C'est dans une petite commune rurale de l'Artois, sur une terre instruite par le souvenir de la Grande Guerre, à Wanquetin que Louis Mexandeau, huit ans en septembre 1939, rencontre la guerre, l'invasion et la peur au quotidien pendant quatre longues années. Avec les yeux d'un enfant de huit ans, et de petit gars du Nord, il raconte dans ce livre, ces années noires, et témoigne pour rappeler combien de résistants anonymes peuplèrent ce pays viscéralement «anti-boches» et qui résista dès la première heure. Septembre 1939, pour le petit Louis, la guerre est presque drôle grâce à la cuisine roulante des sol-

datés français qui fait la joie des enfants, surtout quand les braves fantassins partagent leur «rata», quel régal alors ! À l'hiver les Anglais vont les remplacer et dans les poches des gars du village, le beau et «bon tabac blond à l'odeur de miel» a pris la place du rugueux petit gris. Mai 1940, la guerre cesse d'être drôle, annonciateur du désastre un fleuve sans fin de «tous les spécimens que l'industrie automobile avait fabriqués depuis vingt ans» traverse la commune. Les Mexandeau ne partiront pas, dans l'affreuse pagaille, ils font face, aident et soulagent car chez eux on n'abandonne pas sa terre et ses bêtes et le petit patriote de huit ans, confie alors à une «pierre tendre», au moyen d'un clou, en quelques lignes son humiliation, c'est là son appel d'un certain 28 mai 1940. Avec l'arrivée des soldats allemands, vient le temps du sang et des larmes, quand dans les premiers jours de juin la soldatesque occupante commet d'atroces massacres, prélude sans doute à ceux auxquels elle se livrera en Russie. Les petits villages d'Aubigny-en-Artois, Beuvry, Courrière Carvin, et bien d'autres en garderont longtemps les traces et le souvenir. Sous la botte



allemande qui s'alourdit chaque jour, l'auteur décrit l'action de tous ces héros anonymes comme Marcel le chef de famille, qui sera déporté, et sa mère Jeanne, «indomptable professeur d'énergie» recueillant et cachant, les proscrits, les fugitifs, les aviateurs abattus en leur procurant le gîte, le couvert et «*ein caielle*», la chaise : pour les Mexandeau, comme pour tous «ces gens du Nord», que l'histoire a habitué aux malheurs des invasions, l'hospitalité est traditionnelle. Bien vite dans le climat des interdictions, des réquisitions, des privations et des arrestations le petit Louis et sa petite bande de

garnements chapardent les objets convoités par l'occupant et braconnent au nez et à sa barbe. À l'ombre de la croix gammée, le temps des «Ducasse» et des fêtes de village est fini et dans la longue nuit qui s'est abattue il faut apprendre à survivre, à espérer, le combat que les Anglais poursuivent met du baume au cœur, à résister : «ici» c'est naturel témoigne Louis Mexandeau. Dans ce pays minier, nous rappelle l'auteur, se déroulèrent les premières grèves, où les mineurs et leurs femmes se conduisirent de façon admirable face à une répression impitoyable dans «la pure tradition de Germinal», la maison familiale du petit Louis, abrita alors plus d'un mineur poursuivi ! C'est une semaine après l'arrestation de son père en février 1942, que «l'Enjolras du Valenciennois» Eusebio Ferrari est abattu par un gendarme français. Quelques mois plus tard, en septembre c'est un autre héros du Nord «le Robin des corons» Charles Debarge qui à son tour : ne verra pas la fin de cette lutte. L'autre héros vers lequel Louis Mexandeau dirige son souvenir est celui d'un officier britannique du SOE : Michael Trotobas, capitaine Michel, qui à la tête du réseau «Sylvestre Farmer», tout au long de l'année 1943 sèmera la terreur chez les occupants, «il valait à lui seul trois divisions, reconnaîtront les Allemands», lui non plus ne verra pas la fin... comme tous les femmes et les hommes de cette région fusillés dans les fossés des forteresses d'Arras ou de Lille au cours de ces années. On sent dans ce livre combien l'auteur a la nostalgie de la vie rurale de son enfance d'avant ces années noires, tendrement attaché à sa région natale, qui suivant ses propres mots est : «terre de malheur, de courage, de résistance, de dignité et de solidarité». Ce livre est une ode à tous les oubliés, gens du Nord, paysans, mineurs, qui vécurent ces exactions, ces réquisitions, ces destructions, ces brimades sans jamais courber le dos. Ce livre est aussi le cri d'un homme, qui regrette que la mémoire de cette occupation brutale et impitoyable n'ait pas dépassée les limites de la région et qu'au Panthéon de l'histoire nationale le nom de tous les «Oradour» du Nord, et de tous les héros dont il trace le portrait n'y figurent, qu'en trop petits caractères, quand ils y figurent ! ●

**Jean Novosseloff**

# COMMENT EST PERÇUE LA LETTRE DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE ?

## RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE MENÉE EN JUIN (2<sup>E</sup> PARTIE)

Comment nos lecteurs perçoivent-ils La Lettre de la Fondation de la Résistance? Telle est la question à laquelle tente de répondre l'enquête de lectorat que nous avons entreprise en juin dernier. Dans le numéro 33 de notre revue, nous avons diffusé un questionnaire détaillé visant à mieux connaître les attentes de nos abonnés.

Dans notre dernier numéro nous avons publié une première partie des résultats de cette enquête portant plus particulièrement sur la forme prise par « La Lettre » (maquette, nombre de pages), sur son contenu (clarté des articles, apport d'informations nouvelles sur le sujet) et sur l'intérêt porté par ses

lecteurs (lecture intégrale des articles, goût pour certaines rubriques, conservation des numéros).

Dans la seconde partie de ce dossier, nous vous présentons une analyse des questions ouvertes de cette enquête visant à mieux cerner les attentes de nos lecteurs en terme de ligne éditoriale (souhait de voir aborder d'autres thèmes ou sujets). Cette étude doit nous permettre de poursuivre l'amélioration de votre revue afin qu'elle réponde au mieux à vos attentes et qu'elle attire de plus en plus de lecteurs.

Vous pouvez consulter l'intégralité du dépouillement de cette enquête sur notre site [www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)

Les dernières questions proposées dans l'enquête étant ouvertes, elles n'ont pas pu être traitées quantitativement telles quelles comme les questions fermées. Les remarques qualitatives sur le contenu de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* regroupent à la fois des appréciations de satisfaction, des critiques et des attentes, des remarques et des propositions sur les fonctions et l'utilité de la revue de la Fondation. Elles sont exprimées par toutes les catégories de lecteurs qu'ils appartiennent au monde associatif résistant et déporté, au monde enseignant, conservateurs, fonctionnaires du monde combattant, et individuel.

Pour tenir compte de la sur-représentation du monde associatif, composés d'anciens résistants et déportés, dans l'ensemble des réponses qui nous sont parvenues, et afin d'avoir une vision nuancée des centres d'intérêt et des attentes des différentes catégories de lecteurs, il a fallu pondérer les thèmes selon celles-ci. De fait, la forte proportion de la catégorie sus-mentionnée oriente inévitablement les réponses vers un certain nombre d'attentes limitées.

### Des attentes différentes selon les générations

Ce que l'on constate d'abord c'est une nette opposition entre deux centres d'intérêt et deux attentes bien distincts : d'un côté la vocation de transmission des valeurs de la Résistance, l'attention portée à l'idée d'héritage et au « devoir de mémoire », de l'autre le souhait que « La Lettre » s'oriente davantage vers une fonction documentaire, pédagogique et de vulgarisation scientifique et historique.

• **Transmettre les valeurs et le «devoir de mémoire»**

Cette préoccupation de transmission est essentiellement celle des lecteurs représentant le monde associatif issu de la Résistance et de la Déportation.

• **Une revue à vocation historique, scientifique, pédagogique et documentaire**

Les lecteurs se définissant comme appartenant au monde de l'enseignement, comme fonctionnaire du monde combattant (directeur des services départementaux de l'ONAC, par exemple), ou encore comme conservateurs de musée, attendent de « La Lettre » davantage d'articles de fond, ou du moins de vulgarisation scientifique. Cette attente correspond également à la nature de leur profession, elle est utilitaire.

• **«La Lettre»: un lieu de sociabilité**

Pour le monde associatif résistant et déporté, il est intéressant de remarquer que l'attente porte aussi sur le besoin de conserver un lien avec l'ensemble des associations, ce qui est une des vocations de la Fondation de la Résistance.

### La Lettre de la Fondation de la Résistance sur le site Internet

Depuis la création du site Internet de la Fondation de la Résistance, en juillet 2001, les différents articles de « La Lettre » sont mis en ligne environ un mois et demi après la parution papier, sous deux formats : HTML et PDF téléchargeables.



Page d'accueil du site de la Fondation de la Résistance [www.fondationresistance.com](http://www.fondationresistance.com)

Nous pouvons, grâce à une analyse statistique automatique mensuelle fournie par notre hébergeur, connaître très précisément la quantité des numéros et des articles consultés sur le site. L'unité de mesure choisie est le nombre de pages HTML (pouvant comporter plusieurs pages

ordinaires) imprimées en un mois. C'est en effet un critère plus fiable et plus proche de la réalité d'une consultation sérieuse, que le nombre de visites (ou de visiteurs) sur le site, puisqu'en imprimant les textes mis en ligne, les visiteurs du site en conservent une trace écrite dont on peut penser qu'ils la lisent.

### Quelles sont les rubriques de «La Lettre» consultées par les internautes?

Nous avons regroupé les articles en trois grandes catégories : **articles de fond** (rubriques : « À lire », « Mémoire et réflexions », « Autour d'une photographie »), **témoignages et hommages**, et **articles consacrés à la Fondation et à ses associations-filles** (« Le mot du président », « La vie de la Fondation de la Résistance », « La vie des associations partenaires »).

Nous pouvons remarquer que s'ils se recoupent en partie, le mode de consultation sur Internet des articles de « La Lettre » ne correspond pas complètement à la place accordée aux différentes rubriques dans la version papier (et qui se retrouve identique dans la version HTML). Si les internautes s'intéressent à la Fondation et à ses associations (45 % des pages imprimées), leur consultation se porte un peu plus sur les articles de fond proposés dans la revue de la Fondation (50 % des pages imprimées). Ce mode de consultation reflète celui de l'ensemble du site Internet et caractérise l'origine des visiteurs (à la fois issus du monde scolaire, universitaire et le grand public).

### Conclusion

Les préoccupations et les attentes diffèrent fondamentalement selon l'âge et les générations. Si la revue de la Fondation doit conserver son caractère associatif et de transmission, il deviendra nécessaire à l'avenir, pour maintenir un lectorat et élargir son audience, de consacrer une part plus importante à la vulgarisation scientifique. ●

Dossier réalisé par  
Frantz Malassis et Cécile Vast.